

champs pétrolifères de l'Alberta, des raffineries érigées plus bas, à l'intérieur des terres, ainsi qu'à Ferndale et à Anacortes, dans l'État de Washington, au coût de 100 millions. Ce pipe-line nécessitera la construction de nouvelles raffineries à Ioco (*Imperial Oil Company*), à Stanovan (*Standard Oil Company of B.C.*) et une annexe à celle de Shellburn (*Shell Oil Company of Canada, Ltd.*), au coût global d'environ 30 millions.

Dans le domaine minier et métallurgique, la *Consolidated Mining and Smelting Company* a affecté 57 millions, depuis peu d'années, à l'agrandissement de ses usines. En 1951, on annonçait l'aménagement à Waneta, d'une usine génératrice qui a été terminée l'an dernier. Bien d'autres améliorations ont également été effectuées par la *Consolidated Mining and Smelting Company*.

J'espère ne pas être taxée de partialité si je relève que la plupart de ces projets ont été amorcés bien avant l'avènement du gouvernement créditiste. Je mentionne ce fait, bien que je ne veuille pas donner dans le parti pris politique, parce que l'administration provinciale actuelle a tendance à s'arroger le mérite de tout ce qui s'est accompli en Colombie-Britannique, que ce soit avant ou après son arrivée au pouvoir, et il n'est que juste de souligner que beaucoup des entreprises que j'ai mentionnées aujourd'hui ont été commencées et même achevées avant le présent régime.

L'usine *H. R. MacMillan Harmac* a été achevée en 1950. On l'a agrandie entre 1951 et 1954. Le coût total de ces travaux a été de 35 millions de dollars. Je voudrais mentionner une autre entreprise plus petite: l'usine de placages de la *Western Plywoods Cariboo Limited*, de Quesnel; elle a cinq cents employés à son service et représente un placement de \$1,700,000. L'*Elk Falls Company Limited*, de Duncan Bay, est en train de construire une usine à papier-journal, au coût de 40 millions de dollars. Un autre développement industriel considérable a été commencé il y a environ cinq ans à Prince-Rupert, par la *Columbia Cellulose Company*. Cette usine de pâte à papier a commencé à produire en 1951, avec un capital initial d'environ 27 millions de dollars. Depuis lors, elle a été considérablement agrandie, au coût de quelque quinze à vingt millions de dollars. Plus de cinq cents personnes y sont employées, et le capital investi à l'heure actuelle est de l'ordre de 47 millions de dollars.

L'agrandissement de l'usine de la *New Westminster Paper Company Limited*, qui a été annoncé et commencé au cours du régime de coalition présidé par le premier ministre

libéral Byron Johnson, a entraîné une dépense de \$2,500,000.

L'agrandissement de l'usine de l'*Alaska Pine and Cellulose Company* à Port-Alice, commencé en juillet 1951, représente une dépense de 8 millions de dollars. La *B. C. Forest Products* a dépensé 2 millions de dollars pour une nouvelle usine de placages à Victoria, employant 375 personnes. La *Powell River Pulp and Paper Company Limited* a augmenté la productivité de son usine de Powell River grâce à une dépense de quelque 50 millions de dollars.

Ce n'est là qu'une partie des développements que j'ai cru devoir mentionner en particulier, parce qu'il n'est que juste, semble-t-il, que mes honorables collègues et, en fait, toute la population du Canada, se rendent compte du progrès qui est en train de s'accomplir en Colombie-Britannique. En toute justice, je dois ajouter que sous le gouvernement actuel beaucoup d'opérations majeures sont en cours. On est en train d'affecter des millions de dollars à des développements industriels. La *B. C. Power Commission* et la *B. C. Telephone Company* sont en train de déboursier des sommes très considérables. La *Frobisher and Venture* envisage un projet devant coûter des millions. Quand ces projets, et beaucoup d'autres, viendront à maturité, leur effet sur l'économie de la Colombie-Britannique se fera fortement sentir.

Ayant effleuré certains points soulevés par un passage du discours du trône, je désire consacrer quelques instants à un autre sujet qui, bien que touchant particulièrement notre province, intéresse aussi le reste du Canada: je veux parler du meilleur traitement qu'on accordera en vertu de la Loi sur les subventions aux municipalités, atteintes par la politique fédérale d'exemption de taxes. Sauf erreur, lorsque la valeur des propriétés fédérales, dans une municipalité quelconque, dépasse 2 p. 100 de la répartition totale, la ville recevra des subventions équivalant à la taxe municipale complète. Pour le moment, je crois savoir que les municipalités qui possèdent des propriétés fédérales excédant 4 p. 100 reçoivent des subventions égales à 75 p. 100 de la taxe. Je n'ai pas encore vu le projet de loi et je n'en connais donc pas la teneur; mais si ses dispositions sont à peu près analogues à celles que rapporte la rumeur, elles seront d'un grand avantage, en particulier pour ma propre ville de Victoria, qui possède des propriétés fédérales d'une valeur de \$3,250,000. Comme mes honorables collègues le savent il existe dans la région métropolitaine de Victoria une grande base navale et diverses autres propriétés fédérales qui ne sont pas comprises dans ce total; mais à l'exclusion de celles-là la va-